

Adresse

par le Président de la République d'Ouzbékistan

Shavkat Mirziyoyev

à la 78ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies

DISTINGUÉ M. PRÉSIDENT!

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DISTINGUÉ!

CHEFS DE DÉLÉGATIONS!

MESDAMES ET MESSIEURS!

La session d'aujourd'hui de l'Assemblée générale des Nations Unies se déroule dans un contexte de changements fondamentaux dans le système des relations internationales.

Il y a une crise de confiance mondiale. Les problèmes de fonctionnement des institutions de sécurité mondiale et les efforts visant à s'écarter du droit international se multiplient. Tout cela provoque une énorme montée des tensions.

Les conflits géopolitiques créent de nouveaux obstacles à la libre circulation des échanges, des investissements et de l'innovation.

Même sur des questions qui concernent le sort de l'humanité dans son ensemble, comme le changement climatique, la faim et les inégalités, on a le sentiment que la communication mutuelle est perdue.

Dans une situation aussi complexe, l'idée de préserver l'esprit de coopération et d'interaction pratiques, de placer les intérêts communs au-dessus des conflits existants et de renforcer les pays devient plus pertinente que jamais.

L'année dernière, nous avons lancé «l'Initiative de solidarité de Samarcande», visant la sécurité et le développement communs.

Nos principaux objectifs sont :

- De comprendre pleinement la responsabilité du présent et de l'avenir de nos pays et de nos peuples ;
- D'impliquer dans un dialogue mondial toutes les parties qui sont prêtes à une coopération ouverte et constructive.

CHERS PARTICIPANTS DE LA CONFÉRENCE!

Nous poursuivons strictement notre politique visant à créer une Nouvelle Ouzbékistan, qui soit un État de droit, laïc, démocratique et social.

Notre pays poursuit avec audace la voie de réformes fondamentales visant à renforcer les principes de démocratie et de justice, fondés sur la noble idée: «au nom des valeurs et des intérêts humains».

En avril de cette année, pour la première fois dans l'histoire de l'Ouzbékistan, un référendum national a été organisé sur la Constitution actualisée, qui définit les priorités du développement national.

Plus de 90 pour cent des électeurs, lors du référendum, ont soutenu cette Constitution véritablement populaire.

Cela a permis de garantir que nos réformes deviennent inévitables et irréversibles.

Dans notre Loi fondamentale, nous avons réaffirmé notre attachement aux principes d'égalité de tous les citoyens, aux droits de l'homme, à la liberté d'expression et de conscience, sans distinction de nationalité, de langue et de religion.

C'est sur cette base juridique qu'a été élaborée la stratégie de développement «Ouzbékistan – 2030».

Cette stratégie est conforme aux objectifs de développement durable des Nations Unies et nous respectons pleinement et strictement tous les engagements que nous avons pris..

MESDAMES ET MESSIEURS!

Grâce aux réformes en cours, l'économie ouzbèke, malgré les menaces mondiales, affiche une croissance constante.

Au cours des six dernières années, le produit intérieur brut a été multiplié par 1,5. Notre objectif principal est de doubler ce chiffre d'ici 2030.

Une autre priorité de notre libéralisation économique est de devenir membre à part entière de l'Organisation mondiale du commerce dans un avenir proche.

Depuis 2017, la pauvreté dans notre pays a été réduite de moitié grâce à politiques visant à améliorer le niveau de vie de notre population.

Nous prévoyons de le réduire à 7 % d'ici 2030.

Pour y parvenir, nous avons décidé de multiplier l'approvisionnement en eau potable, d'améliorer l'accès aux soins et à l'éducation, l'éducation et d'autres services sociaux rendus à la population.

Nous soutenons l'initiative du Secrétaire général de l'ONU «Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale».

Afin de partager des expériences dans le cadre de cette initiative, je propose d'organiser la Conférence mondiale, intitulée «La protection sociale : la voie vers le développement» dans notre pays sous les auspices des Nations Unies en 2024.

CHERS PARTICIPANTS DU SOMMET!

Ces dernières années, l'Ouzbékistan a obtenu des résultats remarquables en matière de protection des droits de l'homme.

Le travail forcé et le travail des enfants ont été complètement abolis dans notre pays.

Pendant un siècle, des millions d'Ouzbeks ont été forcés de cueillir du coton.

La grande majorité de la population - enseignants et médecins, entrepreneurs, ouvriers et employés et, malheureusement, écoliers et étudiants - était mobilisée chaque année pour la récolte du coton, de septembre à décembre.

En conséquence, des boycotts du « coton ouzbek » ont été annoncés et le pays a été mis sur liste noire pendant des années.

Grâce à notre forte volonté et à notre détermination, tout cela appartient désormais à l'histoire ancienne. Notre peuple a été complètement libéré de l'esclavage du coton.

L'interdiction du travail forcé est garantie dans notre Constitution renouvelée. La responsabilité pénale pour l'implication dans le travail forcé a été introduite comme une suite logique de nos réformes.

Je crois qu'il est nécessaire d'intensifier la lutte mondiale contre le travail forcé et contre le travail des enfants. Notre expérience montre qu'il est possible d'y mettre un terme.

MESDAMES ET MESSIEURS!

L'une des tâches stratégiques de l'Ouzbékistan est le développement du capital humain et la formation d'une jeune génération créative.

Nous pensons qu'une éducation de haute qualité, accessible à tous, constitue le facteur le plus efficace pour éradiquer la pauvreté, améliorer le bien-être public et parvenir à une croissance économique durable.

À cet égard, notre pays a acquis une expérience considérable ces dernières années: le système éducatif est en train de subir des changements radicaux.

Au cours des six dernières années, la couverture de l'enseignement préscolaire est passée de 21 % à 70 % et celle de l'enseignement supérieur de 9 % à 38 %.

D'ici 2030, chaque enfant aura accès à l'école maternelle et un élève sur deux à l'enseignement supérieur.

CHERS CHEFS DES DÉLÉGATIONS

Ces dernières années, l'Asie centrale s'est engagée sur la voie du bon voisinage, du partenariat conjoint de stabilité et du progrès..

Grâce à nos efforts conjoints, l'Ouzbékistan a travaillé avec succès avec tous ses voisins pour résoudre les problèmes urgents liés aux frontières nationales, aux couloirs de transport et à l'utilisation de l'eau.

Les échanges mutuels entre les pays de la région ont augmenté de plus de deux fois et demie et que le nombre de coentreprises a quintuplé.

Notre région est devenue un centre de développement économique, un pont de transport et de communication reliant l'Est à l'Ouest, le Nord au Sud, et cela suscite un intérêt croissant.

L'ouverture de l'Asie centrale sur le monde devient la principale condition pour assurer la sécurité et le développement stable de la région.

On peut affirmer sans se tromper que les peuples d'Asie centrale sont unis par un sentiment croissant d'identité régionale.

Non seulement notre histoire, mais aussi notre avenir et nos intérêts vitaux sont communs et partagés.

Nous n'avons d'autre choix que d'élargir notre coopération régionale.

Je suis convaincu qu'avec le soutien de la communauté internationale, l'Asie centrale poursuivra son chemin vers l'unité.

A cet égard, transformation l'Asie centrale en une région pacifique et prospère restera désormais un objectif prioritaire de la politique étrangère de l'Ouzbékistan!

PARTICIPANTS DISTINGUÉS DE LA CONFÉRENCE!

En Asie centrale, où près de la moitié de la population appartient à la jeune génération, les questions liées à la jeunesse et à la création d'opportunités pour réaliser son potentiel revêtent une importance capitale..

Afin de renforcer la coopération dans ce domaine, les pays de notre région ont récemment signé un accord sur les orientations générales de la politique de jeunesse.

À l'heure actuelle, nous souhaitons établir une coopération efficace avec l'ONU et ses structures spécialisées, en étudiant les meilleures pratiques et les réalisations d'autres régions. À cet égard, je propose de créer un groupe de travail sur le développement de la jeunesse d'Asie centrale à l'ONU.

Dans ce cadre, il est opportun de développer le programme «Agenda pour la jeunesse d'Asie centrale - 2030».

CHERS CHEFS DES DÉLÉGATIONS!

La participation active des femmes à la société et à la gestion de l'État est aujourd'hui une question urgente.

L'objectif le plus noble de notre politique nationale est d'assurer la stabilité familiale, la protection juridique et une vie paisible aux femmes.

Par ailleurs, nous menons un travail systématique pour parvenir à l'égalité entre les hommes et les femmes.

Par exemple, l'année dernière, 49 % des inscriptions universitaires ont été faites par des jeunes femmes.

Pour la première fois, la proportion de femmes dans l'administration de l'État atteint 35%.

Une loi spéciale a été adoptée pour protéger les femmes et les mineurs contre les violences.

Nous souhaitons élargir davantage notre coopération avec ONU – Femmes.

Dans le cadre d'une initiative commune, nous proposons d'organiser l'année prochaine le FORUM DES FEMMES ASIATIQUES en Ouzbékistan pour discuter des questions de réalisation du potentiel créatif des femmes et d'échange d'expériences.

CHERS MESDAMES ET MESSIEURS!

Actuellement, le monde connaît une situation environnementale critique.

Les trois crises mondiales s'aggravent, notamment le changement climatique, la perte de biodiversité et la contamination de l'environnement.

Dans des conditions aussi difficiles, alors que l'Asie centrale continue de faire face à la tragédie de la mer d'Aral, elle devient l'une des régions les plus vulnérables face au changement climatique.

L'Ouzbékistan fait de son mieux pour faire face aux conséquences de la tragédie de la mer d'Aral, qui reste un problème mondial.

Ces dernières années, 1,7 million d'hectares d'espaces verts abritant des plantes résistantes à la sécheresse ont été aménagés sur le fond asséché de la mer d'Aral.

Le soutien de la communauté internationale est essentiel pour poursuivre ces efforts.

Au cours des trente années suivantes, la température de l'air dans notre région a augmenté d'un degré et demi. Cela représente plus de deux fois le réchauffement moyen de la planète.

En conséquence, près d'un tiers de la superficie totale des glaciers a disparu.

Si cette tendance se poursuit, le débit des deux grands fleuves de notre région (Amou-Daria et Syr-Daria) pourrait diminuer de 15 % dans les vingt prochaines années.

On s'attend à ce que l'approvisionnement en eau par habitant diminue de 25 % et les rendements agricoles de 40 %.

Si nous ne parvenons pas à prendre des mesures efficaces à temps, les conséquences de ces problèmes porteront gravement atteinte à la stabilité socio-économique de notre région.

Dans ce contexte, nous soutenons la création du poste de Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les ressources en eau;

Et nous sommes favorables à l'attraction et à l'introduction des technologies les plus avancées dans le processus de création d'une plateforme de technologies d'économie d'eau en Asie centrale, en utilisant le mécanisme de l'ONU-Eau.

Nous construisons une coopération systématique dans le cadre du programme de développement vert adopté dans notre région.

À ce contexte, je pense qu'il serait opportun d'introduire le dialogue sur le climat en Asie centrale.

Nous avons proposé une initiative visant à adopter une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies «L'Asie centrale face aux menaces climatiques mondiales: solidarité pour une prospérité commune».

Nous proposons d'en discuter l'essentiel lors du Forum international sur le climat qui se tiendra à Samarcande l'année prochaine.

À cet égard, je voudrais souligner que l'adaptation des principaux secteurs de l'économie ouzbèke au changement climatique, la réalisation de la neutralité carbone et l'augmentation radicale de la part de l'énergie verte restent pour nous une tâche stratégique.

CHERS PARTICIPANTS DE L'ASSEMBLÉE!

Nous devons renforcer nos efforts communs pour prévenir la propagation du fléau de l'extrémisme et de la radicalisation des jeunes.

En mars de l'année dernière, à Tachkent, le Plan d'action commun pour la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies en Asie centrale a été adopté.

Dans le cadre de notre Stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, nous accordons une attention particulière à cette question.

Il s'agit notamment d'aider les personnes qui étaient auparavant influencées par des idées extrémistes à retrouver une vie normale et de les adapter à la société.

Nous avons acquis une expérience unique à cet égard : nous avons mené à cinq reprises l'opération humanitaire « Mehr » («Bienveillance»).

Dans le cadre de cette opération, nous avons rapatrié dans notre pays plus de 530 citoyens, principalement des femmes et des enfants, originaires de régions déchirées par des conflits armés au Moyen-Orient et en Afghanistan.

Ils ont tous reçu, entre autres, un soutien médical, psychologique **et** social.

En juin de cette année, ici, au siège des Nations Unies, la communauté internationale a appris l'histoire des peuples, d'eux-mêmes, qui ont été rapatriés dans notre pays et se sont établis dans une nouvelle vie.

Pour soutenir et faciliter les actions en cours dans cette direction et promouvoir un échange continu d'expériences : Nous avons pris des mesures concrètes pour créer le Conseil d'experts régionaux sous l'égide du Groupe de travail des Nations Unies contre le terrorisme, afin de travailler de manière systématique avec les individus revenus de zones de guerre.

Je voudrais souligner une autre idée. Nous pensons que ces derniers temps, les incidents d'intolérance religieuse et d'islamophobie survenus dans certains pays ne devraient jamais être ignorés ni autorisés à se poursuivre.

Pour promouvoir les idées mondiales de tolérance et de coopération religieuses, nous proposons d'ouvrir le Centre international pour le dialogue et la coopération interreligieux sous l'égide de l'UNESCO en Ouzbékistan.

Nous sommes très fiers de notre patrie, qui a doté le monde d'illustres savants et penseurs comme Al-Khwarizmi, Al-Biruni, Ibn Sina, l'Imam Bukhari, Mirzo Ulugbek et Alisher Navoiy. Ils ont apporté des contributions remarquables à l'avancement de la science et des connaissances mondiales, tout en étant un exemple de l'Islam en tant que religion de paix et de culture.

Nous promovons l'initiative d'organiser une conférence internationale en Ouzbékistan en 2024, sur le thème «L'Islam est la religion de la paix et de la bonté», dans le but d'approfondir l'héritage humain collectif de ces grands savants et de mettre en valeur l'essence authentique de L'Islam comme humanisme.

ESTIMÉS PARTICIPANTS DE LA SESSION !

La sécurité internationale dépend fortement des processus en Afghanistan.

Le pays est confronté à une nouvelle situation qui exige une approche unique pour résoudre la question afghane.

Laisser à nouveau l'Afghanistan régler seul ses problèmes serait une grave erreur.

Nier, isoler et imposer des sanctions ne fait qu'exacerber les difficultés auxquelles est confronté le peuple afghan. Nous pensons que l'aide humanitaire ne devrait pas être refusée à la nation afghane.

Nous appelons à l'élaboration de mécanismes appropriés pour utiliser les avoirs internationaux gelés de l'Afghanistan afin de résoudre les graves problèmes sociaux de ce pays.

Nous avons besoin d'un Afghanistan ouvert, pacifique et durable, qui participe activement aux initiatives de coopération régionale. Un Afghanistan préparé à des partenariats mutuellement bénéfiques avec les pays voisins.

Debout ici, à cette tribune influente, j'appelle la communauté internationale à s'unir pour résoudre la question de l'Afghanistan.

Je considère qu'il est fondamentalement important, sous la direction des Nations Unies, d'établir collectivement une position adaptable et constructive sur la question de l'Afghanistan.

CHER PRÉSIDENT !

CHERS PARTICIPANTS DE L'ASSEMBLÉE !

En ce tournant de l'histoire, nous devons tous réfléchir à la Terre que nous laisserons aux générations futures.

Ce n'est que grâce à des actions et des initiatives collectives que nous pourrons parvenir à une paix et une prospérité fortes.

Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de confiance mutuelle, d'unité et d'un esprit de coopération.

Pour conclure ma déclaration, je voudrais réitérer que l'Ouzbékistan, dans cette voie, est toujours prêt à renforcer sa coopération approfondie et à long terme avec les structures des Nations Unies et avec tous les pays.

Merci pour votre attention.

